

CHAPITRE XV

SOMMAIRE : Impression produite en Europe et au Mexique par l'exécution de Maximilien. — Diversité de points de vue. — Arguments invoqués pour justifier l'inflexibilité de Juarez et de ses ministres. — Quelle en fut la cause principale. — Responsabilité du général Marquez. — Explication de son opiniâtreté à ne pas rendre Mexico. — Projet d'une restauration au profit de Santa Anna.

L'impression produite au Mexique par l'exécution de Queretaro ne pouvait manquer d'être profonde; elle fut loin toutefois d'avoir la même intensité qu'en Europe. A distance, la nouvelle éclata avec le retentissement soudain d'une catastrophe considérée comme dépassant les bornes du possible, à la pensée de laquelle personne n'aurait voulu s'arrêter la veille encore. Chez les populations qui venaient d'y assister de près, l'état d'esprit était très-différent. Elles vivaient au milieu des bouleversements et des scènes tragiques de la guerre; lassés d'appréhensions et d'angoisses, elles avaient pris l'habitude de s'attendre

à tout. L'évènement n'était pas absolument une surprise pour elles; bien que sans y croire, elles l'avaient vu en quelque sorte se préparer sous leurs yeux, elles l'avaient entendu discuter et discuté elles-mêmes à l'avance. C'était toujours un coup de foudre, mais un coup de foudre qui éclatait dans une atmosphère chargée d'orages et chaque jour sillonnée d'éclairs. Les épisodes les plus terribles perdent quelque chose de leur horreur, lorsqu'on y est ainsi amené par degrés. Quel que soit d'ailleurs le saisissement causé par un fait d'ordre général, les préoccupations individuelles n'abdiquent jamais leurs droits. Dans la transformation politique dont la mort de Maximilien et la reddition de Mexico marquaient presque à la même heure la dernière phase, grand était le nombre de ceux qui avaient tout à redouter pour eux-mêmes. Ceux-là, par un instinct naturel, songeaient à leur propre sort; ils se demandaient avec une anxiété trop justifiée quel traitement leur réservait un régime qui inaugurerait sa victoire sous de tels auspices.

Le premier effet d'émotion et de stupeur se trouva donc sensiblement amorti. Quelques cris de triomphe saluèrent, dans le camp libéral, ce que les exaltés considéraient comme une juste vengeance; mais ils restèrent isolés et s'éteignirent sans écho. Des actes de courageuse protestation y répondirent. Dans beaucoup de villes, à Queretaro et à Mexico même, les dames ne craignirent pas

de prendre, sous les yeux des vainqueurs, le deuil du prince dont ils avaient fait une victime. Des messes furent ostensiblement célébrées pour les morts du 19 juin. On publia et l'on vendit à des milliers d'exemplaires, avec le titre de *Croix des Martyrs*, une carte photographique où une croix se trouvait en effet figurée par la juxtaposition de cinq portraits-médailles : au sommet l'empereur ; au-dessous, l'impératrice Charlotte ; en bas, le général Mendez ; à droite et à gauche de l'impératrice, les généraux Mejia et Miramon. Ces manifestations néanmoins ne dépassèrent pas les limites d'un cercle social assez restreint ; elles ne rencontrèrent rien qui ressemblât, ni comme généralité, ni comme véhémence, ni comme durée, à l'explosion du sentiment public européen.

Il y eut à cela une autre raison encore que la différence matérielle des situations. En Europe, le jugement porté sur le drame du Cerro de las Campanas fut à peu près universel comme l'indignation qu'il inspira : le mot de forfait partit en même temps de toutes les lèvres. Les appréciations se trouvèrent forcément plus partagées au Mexique. Je ne parle pas des juaristes qui, même en désapprouvant la conduite inexorable de leur président, ne pouvaient entièrement la répudier, ni surtout lui infliger une condamnation publique. Je ne parle pas non plus du silence forcé ou des restrictions de langage qu'imposait aux conservateurs la crainte du parti victorieux. La

masse de l'opinion, placée en dehors des courants de parti, parut elle-même éprouver une certaine perplexité à se prononcer. Unanime et très-décidée dans l'expression de ses regrets, elle ne se montrait plus aussi affirmative lorsqu'il s'agissait de qualifier l'opiniâtre résolution qui avait poussé jusqu'à la dernière extrémité l'exercice des droits de la victoire. On eût assurément trouvé peu de gens disposés à ratifier l'arrêt de mort de Maximilien ; mais beaucoup admettaient que, en le signant, Juarez et M. Lerdo avaient pu croire faire acte de juges rigoureux, non de bourreaux. On les blâmait de s'être montrés inflexibles ; le blâme n'allait pas jusqu'à la réprobation, parce que, dans les arguments opposés avec une si froide persistance par M. Lerdo à MM. Riva Palacio et Martinez de la Torre, il en était un devant lequel les défenseurs mêmes de Maximilien, malgré leur habileté et leur dévouement, étaient demeurés sans réponse.

Le 5 février, le départ de l'armée française avait laissé Maximilien libre de ses actions. Il ne tenait qu'à lui de pacifier de suite le pays en abdiquant le reste d'un pouvoir qui lui échappait ; il avait continué la guerre. Le 5 février même, il avait écrit à Miramon, momentanément victorieux à Zacatecas, de mettre en jugement Juarez, ses ministres et ses généraux, si l'on arrivait à s'emparer d'eux. Il avait, dans sa proclamation de San Juan del Rio, dénoncé les républicains comme les enne-

mis de l'indépendance et de la paix du pays. Enfermé dans Queretaro, il avait prolongé de trois mois une stérile effusion de sang qu'un mot de lui eût suffi pour arrêter. Il n'avait invoqué un simulacre d'abdication que le jour où la force des événements le contraignait à se constituer prisonnier. Cette série de résolutions et d'actes émanait de sa seule volonté ; l'intervention n'avait plus rien à y voir.

En les tournant contre lui, pour y puiser un chef d'accusation spécial, détaché des faits antérieurs, le gouvernement de San Luis s'était placé sur le terrain d'une logique implacable, mais d'une logique impossible à méconnaître. Il avait donné, par ce côté, une raison d'être à sa procédure.

Les considérations politiques alléguées pour refuser obstinément la grâce du prisonnier, une fois la condamnation prononcée, avaient aussi sur le moment leur apparence spécieuse. Etant donné la faiblesse de Maximilien et sa facilité aux entraînements, M. Lerdo pouvait avec quelque raison signaler le risque de le voir, malgré tous les engagements pris, laisser les agitateurs s'emparer de son nom et lui-même se prêter un jour ou l'autre à l'aventure d'un retour au Mexique, sur l'appel d'un parti quelconque en quête d'un drapeau. Le rôle joué par le prince entre les mains de son entourage, depuis le voyage d'Orizaba, n'autorisait que trop cette hypothèse et, parmi ceux

qui déploraient le plus l'acte sanglant du 19 juin, quelques-uns n'étaient pas éloignés d'admettre qu'il avait eu peut-être sa circonstance atténuante dans la raison d'Etat.

A ces sortes de questions, l'avenir seul donne la dernière réponse par les résultats qu'il développe ; les faits ont déjà prononcé sur celle-ci. Pour que le raisonnement de M. Lerdo devint la justification de la mort infligée à Maximilien, il aurait fallu que cette mort fermât sans retour l'ère des révolutions mexicaines. Loin qu'il en ait été ainsi, quelques mois s'étaient à peine écoulés que les déchirements recommençaient, provoqués par l'obstination de Juarez lui-même à détenir le pouvoir. M. Lerdo, à son tour, était destiné à jouer le rôle de prétendant exilé, conspirant à l'étranger pour renverser le gouvernement de son pays. Le général Escobedo, enfin, s'est vu condamner à mort comme rebelle, par un conseil de guerre le jugeant au nom du président Porfirio Diaz. La théorie d'un acte de rigueur suprême, commandé par l'intérêt national comme garantie d'une paix permanente, tombe devant le spectacle de cette recrudescence d'anarchie où figurent au premier rang les trois hommes qui étaient, en 1867, les arbitres du sort de Maximilien. N'ayant pas réalisé l'apaisement promis, n'ayant même pas su maintenir au sein de leur parti l'union qui s'y était faite durant la dernière période de l'empire, ils n'ont plus l'excuse d'avoir

obèi à une nécessité de salut public en persistant à frapper sans merci l'empereur détrôné et l'adversaire vaincu.

Ce qu'on peut dire, c'est que l'arrêt de Maximilien fut dicté non par l'animosité personnelle, mais par une idée systématique. Juarez, M. Lerdo et les autres ministres, — MM. Iglesias et Mejia, — qui composaient seuls le conseil du gouvernement, venaient de passer trois années à une distance énorme du centre du pays, suivant les événements comme on les suit de loin, dans leurs traits absolus. De ce long exil, durant lequel ils avaient vécu repliés sur eux-mêmes, absorbés dans une pensée unique, ils rapportaient la notion d'une mission de délivrance et de vindicte nationale à accomplir, telle qu'ils se l'étaient formée le jour où ils avaient dû évacuer Mexico à l'approche de l'armée française. Par un effet d'optique morale commun à tous ceux qui rentrent dans le courant de la vie ordinaire après une période d'isolement, ils voyaient le présent avec les yeux d'hommes qui n'avaient point cessé de vivre dans le passé. 1867 les retrouvait avec toutes leurs impressions de 1863 ; les faits intermédiaires n'existaient pas pour eux. Ils reprenaient la situation au point où ils l'avaient laissée, sans se rendre compte des atténuations de sentiment, des transitions d'opinion sur les hommes et sur les choses, que le cours même de ces faits avait graduellement amenés parmi ceux qui y étaient restés

mêlés. Les entretiens de M. Lerdo avec MM. Riva Palacio et Martinez de la Torre, ses réponses à chacune de leurs requêtes, ses dépêches au général Escobedo portent à un degré frappant l'empreinte de cet état d'esprit. Le langage pour ainsi dire martelé du ministre a la rigidité non pas d'une volonté arrêtée seulement, mais d'une volonté sur laquelle pèse une idée fixe. On sent qu'il envisage encore comme une nécessité de salut public l'application textuelle de la terrible loi du 25 janvier 1862 à tous ceux contre qui elle avait été faite dans le temps, c'est-à-dire à tous ceux qui, ayant de près ou de loin, de manière ou d'autre, pactisé avec l'intervention et participé à l'œuvre de l'empire, seraient pris les armes à la main.

Cette donnée préconçue excluait, à l'égard de Maximilien, toute distinction de titre ou de rang, sinon comme aggravation de culpabilité. Elle commanda les exécutions de Queretaro, comme elle avait commandé les exécutions en masse du mois de février, après la défaite de Miramon à San Jacinto. Elle aurait fait couler des flots de sang, si elle ne se fût heureusement modifiée au contact des hommes qui, tout en demeurant fidèles au drapeau républicain, avaient puisé des idées moins intransigeantes dans le spectacle immédiat des événements. Ceux-là comprenaient que la législation draconienne dictée par les besoins de la défense au début d'une invasion étrangère, n'était

plus de mise après trois années d'un régime établi auquel avait obéi, adhéré ou même coopéré une partie considérable de la nation. Mais les conseils destinés à faire prévaloir prochainement des tendances plus modérées n'avaient pu encore se faire entendre ; Juarez et les membres du cabinet groupés autour de lui depuis le commencement de la guerre continuaient à vivre dans l'atmosphère des ressentiments sans mélange. La voix des défenseurs de Maximilien était la première qui leur apportât des suggestions de clémence entièrement nouvelles pour eux. Malgré l'influence et l'autorité que lui donnaient les souvenirs d'une ancienne communauté d'opinions qui n'avaient pas varié, on s'explique qu'elle ait été impuissante à vaincre d'emblée une prévention si fortement enracinée. MM. Riva Palacio et Martinez de la Torre avaient de plus contre eux leur situation d'avocats cherchant à sauver la vie de leur client, et peut-être cette situation affaiblit-elle la portée des considérations politiques qu'ils s'efforçaient de faire valoir. L'intervention du ministre de Prusse et sa tentative de parler au nom des puissances étrangères n'était pas non plus de nature à produire un résultat bien efficace ; en évoquant le souvenir de ces puissances, M. de Magnus rappelait au gouvernement de Juarez qu'elles l'avaient toutes abandonné pour reconnaître l'empire. Quant aux Etats-Unis, on a vu à quoi se réduisit la protestation de pure forme et médiocrement habile de

leur représentant. A en juger par la réponse qu'y fit M. Lerdo, on serait presque autorisé à dire qu'elle ne servit qu'à éveiller des susceptibilités et à jeter de l'huile sur le feu.

Une seule chose aurait pu sauver Maximilien : la reddition de Mexico le jour même où l'on y apprit sa captivité. Avec la capitale ouverte au gouvernement de Juarez, eût commencé aussitôt le règne des influences modératrices. Plusieurs des hommes les plus importants du parti juariste s'y trouvaient renfermés ; d'autres y avaient leurs familles, dont ni l'intervention ni l'empire n'avaient jamais inquiété le foyer. C'étaient autant de voix acquises sans hésitation à la cause de l'indulgence. Dans les rangs de l'armée assiégeante elle-même, plus d'un chef, à commencer par le général Porfirio Diaz, se serait prononcé contre les résolutions extrêmes, la lutte une fois terminée. Leur exemple eût entraîné bien des compassions hésitantes, bien des sympathies timides qui n'osaient se manifester les premières. Malgré la brièveté du délai, le temps occupé par le procès de Queretaro eût suffi pour déterminer un mouvement d'opinion devant lequel le président Juarez et M. Lerdo n'auraient pu faire autrement que de s'arrêter. La prolongation de la résistance eut pour effet de paralyser ce mouvement, tandis que, par contre, elle fournissait à la politique de rigueur son argument principal, en confirmant que le nom de Maximilien vivant risquait

d'être à perpétuité un mot d'ordre de guerre civile.

La culpabilité du général Marquez achève ainsi de s'accuser, et l'histoire, à bon droit, le tiendra pour coupable en grande partie de la mort de l'empereur. Il avait manqué dès le début à sa mission en ne retournant pas au secours du prince assiégé, comme le lui enjoignaient les instructions qu'il avait reçues en quittant Queretaro. Il manqua à tous ses devoirs d'homme et de soldat en continuant à abuser de son titre de lieutenant de l'empire, sans prendre souci des dangers que son obstination et ses impostures faisaient courir au souverain prisonnier.

Cette conduite alors inexplicable a trouvé, depuis, son explication. Un rapprochement de faits accablants établit que Marquez, en tenant dans Mexico jusqu'à la dernière extrémité, en mentant à l'évidence même par les moyens qu'on a vus, pour prolonger son pouvoir, poursuivait un but personnel. Dans tout ce qu'il fit du 15 mai au 19 juin, la défense de l'empire et le salut de l'empereur n'entraient pour rien. Ses regards n'étaient plus tournés vers Queretaro, mais vers Vera-Cruz. Il attendait, pour s'y joindre, le résultat d'un *pronunciamiento* tenté sur la côte par l'ancien dictateur Santa Anna.

Celui-ci, en effet, s'était présenté le 3 juin devant Vera-Cruz, à bord du vapeur américain *Virginia*, venant de New-York, avec un petit groupe

de ses anciens partisans. Au cours de la traversée, le *Virginia* avait touché à Sisal, sur la côte de Yucatan, et de là Santa Anna avait lancé une proclamation annonçant à ses compatriotes qu'il venait les sauver des horreurs de l'anarchie en reprenant le pouvoir. Arrivé en rade de Vera-Cruz, il descendit au fort San Juan de Ulloa, et fit prier M. Bureau, qui remplissait dans la ville les fonctions de commissaire impérial, de venir le trouver. M. Bureau accepta l'entrevue et s'y rendit accompagné du général Taboada, chef militaire de la place. Santa Anna leur exposa que, Queretaro étant pris et l'empereur prisonnier, il venait s'offrir pour relever le drapeau de la République conservatrice, à laquelle il n'avait pas cessé d'appartenir tout entier, et leur demanda de déterminer, par leur adhésion, celle des troupes de la garnison. Les deux interlocuteurs n'osèrent assumer la responsabilité d'une pareille initiative, mais répondirent qu'ils soumettraient la proposition à leurs collègues respectifs. Fidèles à cette promesse, ils convoquaient le soir même, à l'hôtel de ville, tous les fonctionnaires civils, tous les officiers supérieurs, et leur faisaient part de ce qui se passait. Un procès-verbal officiel, qui a conservé les détails de cette réunion, constate que les ouvertures de Santa Anna ne soulevèrent pas la moindre marque d'indignation, et qu'il eût suffi d'une voix hardie pour entraîner l'acceptation. Mais le commissaire impérial d'une part, et le général

Taboada de l'autre, avaient commencé par déclarer que leur situation personnelle leur ferait un devoir de rester à l'écart, si les résolutions prises concluaient au *pronunciamiento* proposé. Cette réticence des deux principaux membres de l'assemblée, bien que fort anodine en elle-même, imposa la réserve aux autres. Quelques-uns laissèrent entendre à mots couverts qu'ils ne répugneraient pas à écouter l'appel de Santa Anna; mais aucun n'osa attacher le grelot assez ouvertement pour enlever la solution que tous à peu près désiraient en secret. On se sépara après avoir conclu qu'il n'y avait pas lieu de laisser Santa Anna entrer dans la ville, sans protester d'ailleurs contre sa présence dans la rade et sans lui enjoindre de s'éloigner.

La déception causée à l'ancien dictateur par ce résultat ne fut que relative. Il comprit que la forme trop solennelle et trop publique donnée à la délibération en avait seule amené l'avortement, et que la plupart des assistants restaient, au fond, tout disposés à lui prêter la main. Il poursuivit, en conséquence, l'exécution de son plan sous une forme moins ostensible. Par l'entremise de son secrétaire, M. Vidal y Rivas, auquel une complaisance significative laissait toute liberté d'aller et de venir, il eut bien vite noué parmi la garnison impériale des intelligences suffisantes pour lui promettre le succès. Le coup de main qui devait lui livrer la ville fut arrangé pour la nuit du 8 au

9 juin; des signaux lancés de terre devaient l'avertir du moment de débarquer. Mais, le 7 dans l'après-midi, le commandant Roe, du navire de guerre américain *Tacony*, se présenta à bord du *Virginia*, accompagné du commandant d'un bâtiment de la marine anglaise qui se trouvait également en rade. Les deux officiers signifièrent à Santa Anna qu'il était leur prisonnier. Transporté sur le *Tacony*, il s'y vit, en effet, détenu jusqu'au moment où le *Virginia*, prêt à appareiller, le reçut de nouveau à son bord, avec ordre péremptoire de prendre immédiatement le large¹.

Le prétexte allégué par le commandant Roe pour justifier son intervention fut que Santa Anna, en préparant un mouvement révolutionnaire à bord d'un navire qui portait le pavillon des États-Unis, semblait agir sous le patronage du gouvernement de Washington et compromettait celui-ci vis-vis du gouvernement régulier du Mexique. Quelles que soient la valeur de l'argument et la légitimité de l'acte, toujours est-il que cette arrestation sommaire fit seule échouer le plan prêt

1. Forcé de s'éloigner, Santa Anna n'avait cependant pas abandonné la partie; il comptait débarquer à la Havane, y prendre un navire dont le pavillon le mettrait à l'abri de la mésaventure qui venait de lui arriver et retourner à Vera-Cruz. Ses amis avaient reçu avis de tenir bon et de l'attendre avant peu; mais il se laissa prendre à Sisal par les partisans de Juarez. Contre toute prévision, le conseil de guerre chargé de le juger, après quelques mois de détention préventive, se contenta de le renvoyer en exil.

à aboutir. Les chances de réussite dans la ville étaient certaines; la meilleure preuve en est que, malgré le résultat négatif de la délibération du 3, le *pronunciamiento* avait pu s'organiser presque au grand jour. Le succès serait-il allé plus loin? Maître de Vera-Cruz, Santa Anna avait encore à rompre la ligne de siège, à s'ouvrir le chemin de Mexico, à réunir des éléments suffisants pour entreprendre une campagne en règle contre Juarez. Tout cela était difficile, mais non impossible. Le nom de l'ancien dictateur conservait un grand prestige en dépit, ou peut-être à cause des vicissitudes de sa carrière. Le drapeau qu'il arborait, bien que portant le nom de république, offrait un refuge à tous ceux que la chute de l'empire laissait exposés aux représailles des juaristes victorieux. Le concours du clergé lui était acquis d'avance. Enfin, il avait dans la capitale Marquez, n'attendant que la nouvelle de sa marche pour se déclarer en sa faveur. Le Mexique a vu triompher des révolutions qui étaient loin, au début, d'avoir de pareils points d'appui.

La coïncidence des faits et la comparaison des dates établissent d'elles-mêmes la connivence de Marquez dans ce plan de restauration santanniste. Le lieutenant de l'empire connaissait la tentative qui se préparait, et que peut-être il avait provoquée lui-même, lorsque, le 27 mai, ayant sous les yeux le télégramme par lequel Maximilien de-

mandait des défenseurs, il faisait démentir officiellement la chute de Queretaro. Il connaissait l'arrivée de Santa Anna sur la côte lorsque, le 9 juin, il essayait, pour la première et la seule fois de tout le siège, une sortie dirigée non vers la route de Queretaro, mais vers la route de Puebla et de Vera-Cruz. Ce qu'il ne connut pas, ce fut l'incident impossible à prévoir qui avait fait avorter l'entreprise. Aussi continua-t-il à attendre. Il ne désespérait pas encore, lorsque le 15 juin, pour gagner quelques jours, il rendait le général Arelano complice d'une dernière imposture et faisait célébrer publiquement la prochaine arrivée de l'empereur victorieux. Celui qu'il se flattait toujours de voir apparaître, c'était Santa Anna.

Marquez ne fut certainement pas seul, dans la capitale, à connaître ces projets et à entretenir ces espérances. M. Lacunza, les ministres, les principaux chefs de la garnison et les principaux personnages de l'ancien parti conservateur, lequel n'était autre que le parti même des précédentes administrations de Santa Anna, ne purent pas ne pas être initiés au secret des motifs qui faisaient prolonger la résistance. On ne saurait, en effet, admettre sérieusement qu'ils ignorèrent jusqu'au dernier jour le véritable état des choses à Queretaro et qu'ils subirent passivement, comme le gros de la population, le joug de Marquez, alors qu'il ne tenait qu'à eux de s'en affranchir et de remettre la situation dans la voie normale. Leur inac-

tion, sinon leur conduite, les associe moralement tout au moins aux responsabilités qui pèsent sur le lieutenant de l'empire. Celui-ci, toutefois, en raison de sa position spéciale, de l'autorité suprême qu'il exerçait et de l'ensemble de ses actes, reste le premier coupable. C'est à lui surtout qu'on doit demander compte d'avoir fait obstacle, par calcul d'intérêt personnel, à la seule chance qui existât de sauver la vie du prince dont il affectait de servir la cause en le trahissant.

CHAPITRE XVI

SOMMAIRE : Les restes mortels de l'empereur. — Le gouvernement de Juarez refuse de les laisser emporter en Europe. — L'amiral Tegethoff est envoyé pour les réclamer au nom de la famille. — Nouveau refus. — Demande officielle de M. de Beust comme chancelier de l'empire d'Autriche. — Remise du cercueil. — L'embarquement.

La veille de sa mort, Maximilien avait écrit au général Escobedo en demandant que, après l'exécution, son corps fût remis au docteur Basch, pour être embaumé, transporté en Europe et rendu à sa famille. Cette satisfaction dernière ne lui fut pas accordée. La même requête, présentée personnellement au gouvernement de San Luis par le baron Magnus, avait rencontré une fin de non-recevoir motivée en termes généraux par « de graves considérations. » A la suite de cette démarche, le commandant en chef avait reçu de M. Lerdo des instructions minutieuses et formelles, aux termes desquelles les cadavres de Miramon et